

## Brahim Oumansour<sup>1</sup>

Analyste en géopolitique et chercheur associé à l'IRIS et au CERMAM



# ALGÉRIE FACE AUX NOUVELLES RECONFIGURATIONS GÉOPOLITIQUES : OPPORTUNITÉS ET DÉFIS

---

L'Algérie est dotée d'un fort potentiel géostratégique, humain et économique, qui devrait lui permettre de devenir un acteur régional incontournable. Sa superficie (2,382 millions de km<sup>2</sup>) en fait le pays le plus vaste du pourtour méditerranéen et le plus grand pays d'Afrique. Situé au carrefour de trois continents, Afrique, Asie et Europe, le pays regorge de ressources énergétiques et des minerais, qui lui procurent des atouts géostratégiques indéniables. En revanche, la diplomatie algérienne se heurte à des crises internes et externes qui risquent de compromettre ses ambitions régionales. Il faut replacer le rebond diplomatique d'Alger dans un contexte régional et international difficile, qui connaît une évolution considérable, marquée par l'instabilité, la montée de la menace terroriste et l'escalade de tensions interétatiques. Cette analyse vise ainsi à évaluer le poids et la visée diplomatique de l'Algérie et disséquer ses atouts géostratégiques et les défis auxquels le pays doit faire face.

*Algeria is endowed with a strong geostrategic, human and economic potential, which should enable it to become a key regional player. Its surface area (2.382 million km<sup>2</sup>) makes it the largest country around the Mediterranean and the largest country in Africa. Located at the crossroads of three continents, Africa, Asia and Europe, the country abounds in energy resources and minerals, which*

---

1. Brahim Oumansour intervient en tant qu'expert en stratégie internationale du diplôme d'IRIS Sup<sup>9</sup> Défense, sécurité et gestion de crise et Géopolitique et prospective. Il enseigne également Géopolitique à l'école SUPii Mécavenir. Il a obtenu son doctorat en 2014, à l'Institut du monde anglophone de l'Université Sorbonne Nouvelle-Paris3. Brahim Oumansour a publié dans des revues universitaires françaises et étrangères, et il est régulièrement invité en tant que consultant et conférencier par différentes institutions et différents médias français et étrangers. Sa dernière publication est une étude sur les enjeux géostratégiques de la pêche illégale dans les zones maritimes du Monde arabe, publié dans le Center for the Middle Eastern Studies. Ses recherches portent principalement sur le Maghreb ainsi que sur la politique étrangère des États-Unis en Afrique du Nord et au Moyen-Orient depuis la Seconde Guerre mondiale à la guerre contre le terrorisme et le projet de démocratisation. Il s'intéresse particulièrement à la diplomatie publique et au rôle des acteurs non-étatiques (ONG, syndicats, groupes d'influences, multinationales, etc.), aux questions relatives à terrorisme, à la gestion des conflits, etc.

*give it undeniable geostrategic advantages. On the other hand, Algerian diplomacy is facing internal and external crises that risk compromising its regional ambitions. The diplomatic rebound of Algiers must be placed in a difficult regional and international context, which is undergoing considerable change, marked by instability, the rise of the terrorist threat and the escalation of inter-state tensions. This analysis thus aims to evaluate the weight and the diplomatic aim of Algeria and to dissect its geostrategic assets and the challenges which the country must face.*

---

DEPUIS LA CHUTE D'ABDELAZIZ BOUTEFLIKA, l'Algérie tente de restaurer son rôle de puissance régionale. Alger compte sur plusieurs atouts : sa dimension territoriale gigantesque, qui regorge de ressources naturelles comprenant le gaz et le pétrole et des minerais comme le fer et le phosphate. Elle détient une armée puissante : classée deuxième en Afrique, après l'Égypte, elle est dotée de moyens modernes et d'armes de pointe. Sa population constitue une richesse considérable avec 43 millions de personnes, dont près des deux tiers ont moins de 30 ans. Pourtant, le pays peine à sortir de sa dépendance économique et de ses crises chroniques, qui le fragilisent. La volonté d'Alger de revenir sur le plan régional se heurte à un contexte difficile marqué par l'instabilité régionale et une profonde reconfiguration géopolitique accompagnées de crises multiples, qui représentent des opportunités et des défis que le pays doit relever. Il importe d'analyser sa stratégie et sa capacité d'adaptation pour mieux répondre aux nouveaux défis et aux nouvelles menaces.

## **Sahara occidental et l'évolution du rapport de force entre Alger et Rabat**

Le conflit du Sahara occidental constitue un facteur majeur de tensions entre l'Algérie et le Maroc sur fond de la concurrence pour le leadership de la région. Le regain des affrontements entre l'armée marocaine et le Front Polisario depuis fin 2020 a fait voler en éclat le cessez-le-feu de 1991, conduisant à une escalade sans précédent des tensions entre Alger – qui soutient le mouvement indépendantiste – et Rabat. Ces tensions, accompagnées d'une passe d'armes verbale et d'incidents diplomatiques, ont accéléré l'escalade qui a atteint son paroxysme par la décision d'Alger de rompre les relations diplomatiques avec le voisin le 24 août 2021 et de fermer son espace aérien – les frontières terrestres sont fermées depuis 1994.

Les autorités algériennes accusaient le Makhzen de provocation à la suite des déclarations du diplomate marocain à l'ONU, Omar Hilale, lors d'une réunion des non-alignés les 13 et 14 juillet 2021 à New York, évoquant dans une note le

« droit à l'autodétermination » du « peuple kabyle »<sup>2</sup>. En visite au Maroc entre les 11 et 12 août 2021, le ministre israélien des Affaires étrangères, Yaïr Labid, a exprimé des « inquiétudes au sujet du rôle joué par l'Algérie dans la région » et « son rapprochement avec l'Iran »<sup>3</sup>. De telles déclarations ont ravivé les tensions entre le Maroc et l'Algérie qui rétorque, à son tour, en accusant son voisin d'avoir apporté son soutien au Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie (MAK) et le mouvement islamiste Rachad<sup>4</sup>, classés tous les deux comme organisations terroristes par les autorités algériennes. Les révélations de l'affaire d'espionnage Pegasus, du nom du logiciel développé par une société israélienne que Rabat aurait utilisé pour espionner de hauts responsables algériens, n'ont fait qu'envenimé davantage les relations entre les deux voisins.

En fait, ces incidents arrivent dans un contexte tendu au sein duquel les relations entre Alger et Rabat étaient minées par les succès de la diplomatie marocaine sur le dossier sahraoui. Profitant du repli diplomatique algérien durant la décennie noire et sous la présidence d'Abdelaziz Bouteflika, Rabat a su progressivement consolider ses soutiens et obtenir le revirement de plusieurs États en sa faveur sur le dossier du Sahara occidental, par le truchement d'un *soft power* très actif et multidimensionnel. Ce *soft power* a démontré son efficacité par la reconnaissance de la souveraineté du Maroc par une série de pays africains, arabes et occidentaux, comme le Gabon, la Guinée et les Émirats arabes unis, qui ont procédé à l'ouverture de consulat à Laâyoune et à Dakhla. *De facto*, cela implique la reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental. Cette victoire diplomatique est couronnée par la reconnaissance par le président américain Donald Trump, à la fin de son mandat, des revendications marocaines sur le territoire, accompagnée par une promesse d'investissements à hauteur de 3 milliards de dollars et de livraison d'équipements militaires en échange de la normalisation des relations entre le Royaume et Israël<sup>5</sup>.

2. « L'Algérie rompt ses relations diplomatiques avec le Maroc », *France 24*, 24 août 2021. URL : <https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20210824-l-alg%C3%A9rie-rompt-ses-relations-diplomatiques-avec-le-maroc-ministre-alg%C3%A9rien-des-affaires-%C3%A9trang%C3%A8res>

3. « En visite au Maroc, le ministre israélien Yaïr Lapid ravive les tensions entre Alger et Rabat », *Courrier international*, 18 août 2021. URL : <https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/diplomatie-en-visite-au-maroc-le-ministre-israelien-yaïr-lapid-ravive-les-tensions>

4. Mouvement islamiste fondé en 2007 par d'anciens militants du Front islamique du salut et dissout en 1992 après l'arrêt du processus électoral. Le mouvement était actif au sein du Hirak et qualifié aujourd'hui d'« organisation terroriste » par les autorités algériennes.

5. « Les États-Unis lancent le processus d'ouverture d'un consulat au Sahara occidental », *Le Monde*, 11 janvier 2021. URL : [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/01/11/les-etats-unis-lancent-le-processus-d-ouverture-d-un-consulat-au-sahara-occidental\\_6065846\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/01/11/les-etats-unis-lancent-le-processus-d-ouverture-d-un-consulat-au-sahara-occidental_6065846_3212.html)

Le succès de l'offensive diplomatique marocaine des cinq dernières années, accompagné par un *soft power* actif et multidimensionnel, a largement contribué au durcissement des relations entre le Maroc et l'Algérie. L'évolution récente sur le dossier du Sahara occidental a suscité un grand désarroi à Alger qui, à son tour, a lancé une contre-offensive diplomatique. Le rapprochement marocain avec Israël et les nouveaux soutiens acquis constituent une épreuve à la diplomatie algérienne, d'autant que cela incite Rabat à pousser d'autres partenaires à s'aligner sur sa position. En effet, encouragée par ces victoires, Rabat exerce davantage de pression sur les pays de l'Union européenne, notamment l'Espagne, pour arracher son soutien à ses revendications. En combinant le chantage migratoire et la promesse d'un éventuel abandon de ses revendications des enclaves de Ceuta et Melilla, Rabat a fait sortir Madrid de sa neutralité sur le dossier du Sahara occidental. Ainsi, le Premier ministre espagnol s'est prononcé en faveur de la solution d'autonomie proposée par le Maroc.

L'évolution géopolitique régionale marquée par le regain des tensions diplomatiques avec Rabat incite Alger à adapter sa diplomatie, traditionnellement discrète, en faveur d'une diplomatie plus rigide et plus active. L'escalade des tensions conclue par la rupture diplomatique crée beaucoup d'incertitudes et alimente l'inquiétude concernant un éventuel affrontement armé entre les deux puissances maghrébines, d'autant que le rapprochement entre le Maroc et Israël rend les relations plus tendues et plus complexes entre les deux voisins. De plus, en sortant Madrid de sa neutralité, le gouvernement espagnol risque de provoquer une réaction dure de la part d'Alger, qui considère cette décision « inacceptable » et rappelle son ambassadeur installé à Madrid.

En cas de dégradation des relations avec Madrid, Alger pourrait prendre des mesures de rétorsion comme la révision des accords énergétiques dans un contexte d'un marché gazier très tendu et la volonté de l'Union européenne (UE) de sortir de la dépendance au gaz russe<sup>6</sup>. De son côté, Alger a aussi fermé son espace aérien à l'armée française pour protester contre les propos du président Emmanuel Macron, rapportés par le quotidien *Le Monde*<sup>7</sup>, qualifiant le régime algérien d'un

---

6. « L'Algérie punit l'Espagne pour son soutien au Maroc », *Middle East Eye*, 31 mars 2022. URL : <https://www.middleeasteye.net/fr/actu-et-enquetes/algerie-espagne-maroc-sahara-occidental-sanctions-iberia-gaz-immigration>

7. Mustapha Kessous, « Le dialogue inédit entre Emmanuel Macron et les 'petits enfants' de la guerre d'Algérie », *Le Monde*, 22 octobre 2022. URL : [https://www.lemonde.fr/politique/article/2021/10/02/vous-etes-une-projection-de-la-france-emmanuel-macron-s-adresse-aux-petits-enfants-de-la-guerre-d-algerie\\_6096830\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2021/10/02/vous-etes-une-projection-de-la-france-emmanuel-macron-s-adresse-aux-petits-enfants-de-la-guerre-d-algerie_6096830_823448.html)

système « politico-militaire » et l'accusant d'entretenir « une rente mémorielle » pour se légitimer. Cependant, le contexte très tendu imposerait à Alger – soucieuse de son image d'acteur de stabilisation régionale – de faire preuve de prudence et de maintenir une diplomatie d'équilibre et mesurée. Bien que légitimes, les réactions d'Alger vis-à-vis de Rabat ou d'autres États de la région pourraient être jugées excessives par ses partenaires européens, russes et chinois, qui craignent que l'instabilité de la région ne soit aggravée.

## **Algérie, pôle de stabilité régionale**

L'Algérie est en effet considérée par l'Europe, les États-Unis et d'autres puissances comme un partenaire clé dans la lutte contre le terrorisme et dans la stabilité régionale en général. Cela est rendu possible du fait de son expérience en termes de lutte contre la violence islamiste, de son positionnement géographique et de sa grande superficie qui partage les frontières avec des pays des plus instables : Libye, Mali, Niger et Tunisie). La présence d'islamistes algériens dans les hauts rangs d'Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) a rendu également la coopération avec l'Algérie indispensable.

Sur le plan militaire, l'Algérie a pu moderniser son armée, classée aujourd'hui deuxième puissance militaire en Afrique et sixième plus grand acheteur d'armes au monde sur la période 2015-2019, selon le rapport du Stockholm International Peace Research Center (Sipri), avec un budget de plus de 10 milliards dollars par an<sup>8</sup>, par un programme de professionnalisation et d'acquisition d'armes modernes, majoritairement russes. Sa puissance militaire et son expérience de lutte contre le terrorisme dans les années 1990 lui ont permis de contrer la menace terroriste, de sécuriser ses frontières avec le Mali et la Libye et d'apporter de l'aide à son voisin tunisien dans un contexte régional très instable. Alger a également apporté une aide logistique discrète mais précieuse à l'armée française lors du lancement de l'opération Serval en 2013, rebaptisée Barkhane un an plus tard, notamment par l'ouverture de son espace aérien.

Le renforcement de l'arsenal militaire algérien s'explique donc par l'instabilité régionale et les défis sécuritaires induits par les crises en Libye et au Mali, ainsi que par la montée en puissance de la menace terroriste et de la criminalité organisée au Sahel. Ce qui oblige Alger à prendre des mesures pour protéger ses frontières et sécuriser son voisinage. Ainsi, sa diplomatie historiquement fondée sur le paradigme

---

8. Stockholm International Peace Research Center (Sipri)IPRI,IPRI Fact Sheet », March2020, p. 6.

de non-ingérence et de non-intervention à l'extérieur est aujourd'hui bousculée par l'immixtion de puissances étrangères dans la région et la prolifération d'acteurs non étatiques à ses frontières : mercenaires étrangers en Libye et au Sahel, organisations terroristes et organisations criminelles impliquées dans le trafic d'armes, de drogue et d'êtres humains. De plus, Alger voit d'un mauvais œil la guerre d'influence à laquelle se livrent les puissances régionales chez les voisins libyens et maliens. Alger est aussi motivée par la volonté de consolider sa force de dissuasion et de confirmer son positionnement de puissance régionale. Depuis son retour sur la scène régionale, Alger tente de reprendre en main différents dossiers, notamment le Mali et la Libye.

L'Algérie est le chef de file de la médiation internationale pour le processus de paix au Mali. L'État algérien mobilise ses efforts depuis plusieurs décennies pour aider à la stabilisation de ce pays avec lequel il partage 1 400 km de frontières. La médiation algérienne a su arracher un accord de paix (accord d'Alger) signé le 20 juin 2015 entre le gouvernement malien et les mouvements indépendantistes touaregs, au nord. Aujourd'hui, la diplomatie algérienne préside le comité de suivi de cet accord pour faire avancer le processus de paix. L'instabilité au Mali fait peser deux menaces sur son voisin algérien : Alger craint que les groupes terroristes au Mali ne le prennent pour cible et que les tensions entre Bamako et les indépendantistes touaregs ne débordent sur ses frontières par effet de contagion. Pour les mêmes raisons, Alger met tout son poids diplomatique pour jouer un rôle de médiateur fiable en Libye. Ce dossier lui avait échappé depuis le début de la crise à la faveur de ses voisins marocain et tunisien qui ont accueilli l'essentiel des négociations pour la sortie de crise.

L'adoption de la révision constitutionnelle de 2020 permettant au président d'autoriser l'armée à participer dans des missions à l'extérieur de ses frontières s'inscrit dans cette stratégie algérienne visant à s'adapter aux nouvelles menaces et à affirmer son rôle d'acteur régional incontournable, face à un concurrent très ambitieux, Rabat. En revanche, cette réforme ne traduit pas nécessairement un changement de doctrine. L'Algérie, certes, appréhende sérieusement les menaces polymorphes à ses frontières, mais il est très peu probable qu'une intervention militaire à l'étranger face consensus au sein de l'État. Le regain des tensions avec le voisin marocain crée une situation délicate qui oblige Alger à redoubler de prudence pour éviter des dérapages qui pourraient ternir son image d'État pivot et d'acteur de stabilisation régionale. Et ce d'autant que Rabat n'est pas le seul à s'inquiéter de la montée en puissance de l'armée algérienne.

En effet, Alger joue un rôle décisif, reconnu et salué par ses différents partenaires, dans la sécurité et la stabilisation régionale notamment au Sahel. En revanche, l'accroissement considérable de ses capacités militaires, en Méditerranée, suscite beaucoup d'inquiétudes. En quelques années, Alger a multiplié les acquisitions de navires de guerre et de sous-marins équipés de missiles Kalibr ainsi que des systèmes de défense et de radars de pointe, principalement russes et chinois, ce qui fait grincer des doigts de l'autre côté de la Méditerranée. Ce dispositif maritime, souligne le chef d'état-major de la Marine nationale française, lui procure la capacité « de déni d'accès dans le détroit de Gibraltar »<sup>9</sup>. La même inquiétude est exprimée dans un rapport parlementaire français réalisé par la Commission de la défense nationale et des forces armées en février 2022, en conclusion des travaux d'une mission d'information sur les enjeux de défense en Méditerranée<sup>10</sup>.

## La diplomatie des hydrocarbures

L'évolution géopolitique mondiale induite par la guerre en Ukraine représente une aubaine pour la diplomatie algérienne. Certes, la pénurie et l'inflation de produits alimentaires comme le blé fragilisent davantage le pays économiquement, mais la flambée des cours des hydrocarbures et les tensions autour du gaz russe permettent à l'État algérien d'amortir le choc de la crise et de consolider son poids géostratégique sur le moyen et long terme. Reste à savoir si les décideurs vont pouvoir tourner la situation en leur faveur. En effet, depuis le début de la guerre en Ukraine, Alger, troisième fournisseur en gaz de l'Europe, est courtisée par l'UE dans le cadre de sa stratégie de sortie de la dépendance au gaz russe.

Pour garantir sa sécurité énergétique, Bruxelles compte sur Alger pour augmenter son approvisionnement en gaz algérien. L'Algérie annonce, à son tour, sa prédisposition à fournir davantage de gaz à son partenaire européen via le Medgaz et le Transmed<sup>11</sup> qui alimentent respectivement l'Espagne et l'Italie. Le réseau gazier espagnol, le plus important d'Europe, sera relié au réseau gazier franco-espagnol MidCat (Midi-Catalogne), lancé initialement en 2003, pour assurer

---

9. Laurent Lagneau, « L'Algérie aurait les moyens d'installer une bulle de déni d'accès dans le détroit de Gibraltar », *Opex350*, 21 février 2022. URL : <http://www.opex360.com/2022/02/21/lalgerie-aurait-les-moyens-dinstaller-une-bulle-de-deni-dacces-dans-le-detroit-de-gibraltar/>

10. Commission de la défense nationale et des forces armées, « Rapport d'information », Assemblée nationale, 17 février 2022.

11. Medgaz : un gazoduc sous-marin reliant les installations algériennes de Béni Saf au port d'Almeria en Espagne en passant par la Méditerranée – Transmed : un gazoduc reliant les champs de production de Hassi R'mel à l'Italie en passant par la Tunisie et la Méditerranée.

l'approvisionnement à d'autres États membres. Mais ce projet est aujourd'hui semé d'embûches en raison des tensions diplomatiques entre Alger et Madrid.

Très fortement affectées par la rivalité entre l'Algérie et le Maroc, les relations entre Alger et Madrid sont très tendues depuis la déclaration du Premier ministre espagnol en faveur de la position marocaine sur le Sahara occidental, perçue comme une trahison par les Algériens. Ces tensions sont exacerbées par la décision de Madrid fournir du gaz au Maroc via le gazoduc Maghreb-Europe (GME), qu'Alger a cessé d'alimenter depuis octobre 2021, à la suite de la rupture diplomatique entre les deux pays. Alger accuse Madrid de rétrocéder son gaz à son rival marocain et menace même de rompre son contrat avec Madrid et de couper l'approvisionnement de gaz<sup>12</sup>.

Parallèlement, Alger renforce sa coopération énergétique avec Rome dans le but d'augmenter l'approvisionnement en gaz et en électricité, sachant que le Transmed a la capacité d'acheminer quatre fois plus de gaz que le Medgaz. La visite du président algérien Abdelmajid Tebboune à Rome fin mai 2022 s'est conclue par la signature d'accords de coopération entre les groupes italien et algérien Eni et Sonatrach pour le développement de champs gaziers et la production de l'hydrogène vert<sup>13</sup>. Sonatrach a également signé un accord avec la National Oil Corporation libyenne le 11 février 2022 dans le but de reprendre ses activités d'exploitation de réserves pétrolières et gazières, suspendues depuis 2014<sup>14</sup>, et pouvoir ainsi augmenter ses capacités à répondre au mieux à la demande européenne.

De plus, la conjoncture est profitable à la relance par Alger du projet gazoduc transsaharien de 4 000 km qui traverse le Nigeria – détenteur des premières réserves en gaz en Afrique –, le Niger et l'Algérie vers l'Europe. En février 2022, les trois États ont mis en place une feuille de route pour la réalisation de ce projet – en négociation depuis 2002 – dont la capacité d'acheminement est estimée à 30 milliards de mètres cubes par an<sup>15</sup>. En revanche, l'Algérie est concurrencée par son rival

---

12. « Algérie : pourquoi Alger veut couper le gaz à l'Espagne », *Jeune Afrique*, 22 avril 2022. URL : <https://www.jeuneafrique.com/1342952/politique/algérie-pourquoi-alger-veut-couper-le-gaz-a-lespagne/>

13. « Sonatrach/Eni : un mémorandum d'entente pour développer les projets gaziers et de l'hydrogène vert », *APS*, 26 mai 2022. URL : <https://www.aps.dz/economie/140251-sonatrach-eni-un-memorandum-d-entente-pour-developper-les-projets-gaziers-et-de-l-hydrogene-vert>

14. « Vers le retour de Sonatrach en Libye », Agence ecofin, 11 février 2022. URL : <https://www.agenceecofin.com/compagnies/1102-95051-vers-le-retour-de-sonatrach-en-libye>

15. « Gazoduc Transsaharien : Algérie, Niger et Nigeria conviennent d'une feuille de route », *APS*, 17 février 2022. URL : <https://www.aps.dz/economie/135673-gazoduc-transsaharien-l-algerie-le-niger-et-le-nigeria-conviennent-de-mettre-en-place-une-feuille-de-route>



marocain, qui propose un projet similaire en partenariat avec le Nigeria visant à étendre le gazoduc ouest-africain vers l'Europe. L'UE pourrait tenter de favoriser le second pour diversifier ses ressources énergétiques. Alger doit redoubler d'efforts pour convaincre les Occidentaux qu'elle est un partenaire solide et fiable, d'autant que sa proximité avec Moscou n'est du goût ni de Bruxelles ni de Washington.

L'Algérie traverse aujourd'hui un moment charnière qui lui offre des opportunités de s'imposer comme puissance régionale et acteur incontournable. Mais des fragilités internes constituent un frein à ses ambitions. L'opacité du système a engendré des tensions politiques et empêche le développement d'une économie productive capable de sortir le pays de la dépendance aux hydrocarbures et aux fluctuations de l'économie mondiale. La fragilité du système économique et social combinée à la politique répressive aux revendications légitimes du *Hirak* par les autorités maintient le pays dans une situation explosive. Le rebond des cours des hydrocarbures pourrait décourager les décideurs de poursuivre les perspectives de diversification de l'économie algérienne pour une sortie de la dépendance à l'exportation du gaz et du pétrole.

Sur le plan régional, le pays évolue dans un environnement hostile qui impose au pouvoir algérien de consolider le front interne et l'unité nationale afin de faire face aux multiples menaces à ses frontières. Cela ne peut se faire en l'absence de réformes profondes du système et de l'instauration de l'État de droit, qui permettraient le développement économique du pays et le renouvellement de la classe politique pour une légitimité légale et populaire. Les ressources énergétiques constituent un levier considérable pour la diplomatie algérienne, mais la dépendance économique du pays aux produits alimentaires en réduit le poids. L'État algérien détient les moyens géographiques, humains et financiers pour maîtriser suffisamment la sécurité et la stabilité interne et régionale, soutenu par une armée dotée de capacités considérables. En revanche, cette possibilité d'émancipation dépendra des choix courageux mais décisifs que devront prendre les dirigeants du pays sur le plan politique, économique et diplomatique, notamment en termes de respect de l'équilibre des puissances entre ses partenaires russes, chinois et occidentaux. ■